

Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

Date de la contribution : 15/12/2021

Introduction

La pose des compteurs Linky ne doit pas être obligatoire. Le compteur, outre ses émissions électromagnétiques, n'apporte pas de valeur ajoutée aux usagers, seulement plus de marge pour l'exploitant, et crée du chômage avec moins de contrôleurs de relevés à domicile, et augmente les risques d'incidents en supprimant le contrôle visuel régulier des compteurs par les agents releveurs.

De plus, nous pouvons tout à fait continuer à renseigner nous-mêmes sur un site dédié nos relevés, donc ne pas être taxés en plus pour ces relevés.

2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

Nous avons constaté beaucoup de harcèlement téléphonique de la part des opérateurs ou de leurs prestataires, avec des arguments mensongers sur l'obligation d'accepter ces compteurs.

3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Non

3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Non

Commentaire :

En laissant le système des auto relevés par les usagers sur un site internet dédié, cela évite les contrôles à domicile, et ne doit pas générer de coûts supplémentaires.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Défavorable

Commentaire :

Pas d'approche du tout : laisser aux usagers la possibilité de renseigner leurs relevés sur un site internet, sans surcoût injustifié.

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

Ces montants sont sans commune mesure avec les coûts d'un site où poster nos relevés. C'est de l'extorsion de fonds, indigne d'un service dit 'public' !

4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Nous n'avons pas besoin d'être assistés sur nos consommations. Nous sommes adultes, majeurs et responsables. Gardez votre marketing pour vous, sans essayer de nous faire croire que vos avantages et intérêts à capter ces données soient un réel avantage pour nous.

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

Non, c'est votre métier, pas le mien.

4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Favorable

Commentaire :

Cela rentre dans le cadre de sa délégation de service public.

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

Avons nous réellement besoin des fonctionnalités que vous qualifiez 'd'avancées' ?

4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Favorable

Commentaire :

Si le service n'est pas rendu à 100%, il ne doit pas être facturé à 100%, donc les clients doivent recevoir des indemnités.

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

Dès 1 jour de retard.